

UNDT/2011/192, Applicant

Décisions du TANU ou du TCNU

Un jugement dans lequel il est décidé que le rejet sommaire du requérant a été des appels injustifiés pour une annulation de ladite sanction. Le requérant avait une attente raisonnable qu'il resterait en service au-delà de la date de son licenciement injustifié. Le tribunal refuse la demande que le demandeur devrait être indemnisé sur une échelle P5 et convient avec l'argument de l'intimé selon lequel une telle sentence ne serait que spéculative. Un licenciement sommaire est la sanction la plus sévère que l'intimé puisse imposer à un membre du personnel pour inconduite grave. Un avis judiciaire est considéré comme le fait que cette sanction lorsqu'elle est imposée à tort entraînera nécessairement des dommages à la réputation professionnelle et sociale, à des dommages aux perspectives de carrière et à la stigmatisation. Le tribunal est convaincu que la condition médicale du demandeur a une pertinence suffisante pour le stress provoqué par le licenciement sommaire. Le demandeur doit être payé une allocation de rapatriement du montant normalement fait par l'organisation. La subvention de la réclamation pour l'éducation est refusée. Afin de faire du bien la position du requérant et de le restaurer à la position dans laquelle il aurait dû être bien si la sanction injustifiée n'a pas été imposée; Le demandeur doit être restauré à la liste des postes pertinents P5 au sein de l'organisation. Le Tribunal souhaite attirer l'attention sur la conduite de certains gestionnaires qui ont une insouciance et leur manque de compétences de gestion requises, engagés dans des actions en leur qualité officielle qui non seulement embarrasseront l'organisation, mais apportent de lourdes implications des coûts dans l'attribution de monétaire compensation.

Décision Contestée ou Jugement Attaqué

Le 23 juin 2011, le tribunal a rendu le jugement n ° UNT / 2011/106 dans le cas du demandeur et a décidé que les actions pour lesquelles il a été inculpé et rejeté par l'organisation ne constituait pas une faute grave comme le montre le secrétaire général. Le Tribunal a également décidé que l'imposition de la sanction du

licenciement sommaire sur le demandeur était injustifiée. Dans UNDT / 2011/106, le Tribunal a ordonné que les parties acceptent les remèdes à défaut de ce qu'il entendrait et déciderait de la question. Les remèdes font l'objet du jugement actuel.

Résultat

Jugement rendu en faveur du requérant en intégralité ou en partie

Texte Supplémentaire du Résultat

Le tribunal a ordonné: annulation de la décision contestée; réintégration; et en compensation, parmi les autres remèdes.

Applicants/Appellants

Applicant

Entité

BINUB

Numéros d'Affaires

UNDT/NBI/2010/012

Tribunal

TCNU

Lieu du Greffe

Nairobi

Date of Judgement

10 Nov 2011

Duty Judge

Juge Izuako

Language of Judgment

Anglais

Type de Décision

Jugement

Catégories/Sous-catégories

Compensation

Indemnité compensatoire

Dommages non pécuniaires (moraux)

Dommages-intérêts pécuniaires (matériels)

Droit Applicable

TCNU Statut

- Article 10.5

Jugements Connexes

UNDT/2011/106

2013-UNAT-280

UNDT/2011/192